

Mouvement Républicain et Citoyen de Côte d'Or

Réintégrer l'OTAN : une double faute politique

Une faute contre la France.

Dans un mois, à Kehl, N.Sarkozy proclame le plein retour de notre pays dans l'OTAN.

En 1966, de Gaulle, refusant de se soumettre à la domination des Etats-Unis, intransigeant sur notre indépendance, sortait la France des **instances militaires** de cette organisation. Cela ne nous a pas empêchés d'assumer pleinement notre engagement dans l'**Alliance atlantique** devant la menace soviétique. Mais ses successeurs n'ont pas sa trempe... **J.Chirac** nous réintégra partiellement en 1996 ; il espérait, en remerciement, la nomination d'un général français à un grand commandement et n'obtint...rien !

Aujourd'hui **N.Sarkozy** achève le processus d'allégeance aux USA, précisément au moment où ceux-ci n'ont jamais été autant discrédités par leurs échecs militaires et leur faillite financière. Personne n'a oublié qu'il est allé s'excuser auprès de Bush de notre refus d'envahir l'Irak. Grâce à sa position spécifique, à la fois libre et solidaire, la France bénéficiait d'une influence particulière capable de limiter la vassalité de la majorité de nos partenaires ; elle la perd en rentrant dans le rang.

L'Otan a perdu sa légitimité avec la fin de l'URSS ; mais pour pérenniser cet instrument de son hégémonie sur les Etats européens, les USA ont imposé l'extension de sa zone d'intervention à la **totalité de la planète**, et l'élargissement de ses missions à **toutes les formes de menaces** : gestion de crises, terrorisme, criminalité, cybercriminalité, stupéfiants, armes de haute technologie, ressources énergétiques ..., l'érigeant en **système politico-militaire de domination américaine à l'échelle de la globalisation**. Une étroite coopération avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, Singapour est envisagée, afin d'établir une sorte d'**alliance mondiale de l'Occident anglo-américain**, et contourner l'Onu jugée trop « multilatérale ». Tous conflits en tous lieux sont susceptibles de provoquer son intervention.

C'est dans cette galère que nous allons pleinement nous embarquer, au risque d'être entraînés ou simplement compromis dans des conflits sans rapport avec notre politique étrangère et nos intérêts nationaux.

N.Sarkozy va être récompensé par la nomination d'un général français à la tête d'un QG de l'OTAN, à Norfolk, dont la mission est d'élaborer et de faire appliquer par les membres de l'Alliance une doctrine stratégique conforme à la vision américaine, dont nous avons déjà vu les brillants résultats en Irak en Afghanistan...

Une faute contre l'espoir d'une Europe autonome.

L'autonomie diplomatique et militaire de l'UE est quasi nulle et le restera tant que l'Otan demeurera «**le fondement de leur défense et l'instance de sa mise en œuvre**» (art.17-1 **Traité de Nice** et 42-2 **Traité de Lisbonne**) pour les 21 Etats de l'UE membres de l'Otan qui y trouvent une protection à moindre frais. Ses missions sont limitées à l'humanitaire, au

maintien de la paix, à la gestion de crises, à condition que l'Otan ne veuille pas s'y investir. Les ¼ de ses interventions sont civiles, et les interventions militaires sont souvent mises en œuvre grâce aux moyens...de l'OTAN !

En cas d'agression contre un Etat-membre, le dispositif européen actuel ne serait pas habilité à intervenir, **la défense du territoire de l'Union restant l'apanage de l'OTAN**, qui, vingt ans après la fin de la Guerre froide, y entresse encore plusieurs centaines de bombes nucléaires.

La France est la seule à souhaiter l'émergence d'une véritable capacité militaire et diplomatique autonome entre les mains d'une **Europe-puissance acteur stratégique à part entière** ; de par sa position spécifique et sa liberté d'action, la France était seule capable d'influencer ses partenaires dans le sens d'une progressive distanciation à l'égard de la tutelle américaine. Or c'est l'alignement atlantiste que nous affichons !

Devant l'hostilité des USA à l'égard d'une PESD autonome, N.Sarkozy a cru marchander en proclamant : « il ne peut y avoir de progrès dans l'intégration de la France dans l'OTAN que s'il y a préalablement un progrès dans l'Europe de la Défense ». Quel progrès fut accompli durant sa présidence ? Une structure de coordination navale contre la piraterie en Somalie, et un accord pour mettre en place une flotte commune de transport en 2014, sans la Pologne ni le Royaume-Uni...Maigre bilan. Mais la réintégration, elle, sera complète !

Inviter les **Pays de l'Est** à se précipiter sous le parapluie de l'OTAN (et à bénéficier des aides militaires) est une posture géniale pour ranimer les tensions avec la Russie, alors qu'il est vital pour l'UE d'établir au contraire avec elle des partenariats économiques et diplomatiques équilibrés qui rompent avec cette attitude provocatrice.

Les Etats-Unis font préparer par l'OTAN une **défense anti-missile « européenne »**, qui serait évidemment reliée à celle des USA, laquelle est liée à Israël, les Emirats, le Japon...Dispositif dangereux, contraire à notre dissuasion, d'un coût colossal, qui renforce la course aux armements et nous rendrait encore plus impliqués dans cette globalisation militaire.

Petit détail pour la fin : la présence actuelle de la France mobilise une centaine d'officiers ; la réintégration en exigera un millier pour un coût d'environ 100 millions d'€.

Fermez le ban !

La seule attitude digne de la France et utile à l'apaisement des tensions dans le monde est celle de de Gaulle en 1966.

Clément Lacaille

Membre du Conseil national du MRC